

LE SÉNAT

L'ASSEMBLÉE DES ÉLUS LOCAUX

Les rapports d'information et les textes de loi
adoptés par le Sénat intéressant les collectivités territoriales

NOVEMBRE 2025



SÉNAT



Au cours de la session 2024-2025, le Sénat a voté des mesures :

Loi n° 2024-1039 du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale

- Renforcer la « boîte à outils » aux mains des maires pour réguler les locations meublées touristiques : extension du recours au régime d'autorisation de changement d'usage, possibilité d'abaisser à 90 jours le plafond de location d'une résidence principale, possibilité de délimiter des zones où s'appliquent des quotas d'autorisations et de délimiter des zones de servitudes de résidences principales
- Généraliser la déclaration avec enregistrement de toute location meublée touristique pour renforcer la fiabilité des données et l'information des collectivités afin de mener des contrôles efficaces

Loi n° 2025-128 du 14 février 2025 visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet

Loi n° 2025-176 du 24 février 2025 d'urgence pour Mayotte

- Confier la présidence de l'établissement public chargé de la reconstruction de Mayotte au président du conseil départemental et y améliorer la représentation des élus locaux.
- Afin de tenir compte de la réalité du territoire mahorais, étendre, à titre exceptionnel, le droit à la reconstruction et à la réfection à l'identique aux bâtiments irréguliers antérieurs à 2013, et dispenser d'autorisation d'urbanisme certaines constructions modules temporaires nécessaires à la reconstruction, dès lors qu'elles ont été approuvées par le maire
- Exonérer Mayotte de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP déchets)

Loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture

- Création d'un volontariat agricole pouvant notamment s'effectuer auprès des collectivités territoriales
- Permettre la délégation de certains soins à des auxiliaires vétérinaires et étudiants d'écoles vétérinaires dûment formés, sous la responsabilité d'un vétérinaire et au sein de son cabinet et consacrer les stages tuteurés vétérinaires pour répondre à la problématique des déserts vétérinaires en zone rurale
- Mettre en place des diagnostics de viabilité des exploitations au service des agriculteurs, en lien avec les régions, ainsi confirmées dans leur rôle stratégique pour la compétitivité et l'adaptation au changement climatique de l'agriculture française
- Exonérer de responsabilité le maire en cas de dommages causés par un chien de protection de troupeaux sur sa commune
- Simplifier le cadre juridique applicable aux travaux sur les haies, en mettant notamment en place un guichet unique et une déclaration/autorisation uniques se substituant pour partie à des démarches du maire

Loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement »

→ Fin du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes, pour les communes n'ayant pas déjà transféré l'exercice de ces compétences à l'intercommunalité

Loi organique n° 2025-443 et loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité

→ Extension du scrutin de liste et application de la parité dans les communes de moins de 1 000 habitants

Loi n° 2025-534 du 13 juin 2025 expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer

→ Création d'un dispositif expérimental d'encadrement des loyers pour les départements et régions d'outre-mer pour une durée de cinq ans

→ Possibilité pour les collectivités de candidater à ce dispositif dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la loi

Loi n° 2025-541 du 16 juin 2025 visant à faciliter la transformation des bureaux et autres bâtiments en logements

→ Élargir le champ d'application du texte initial à la transformation de tous types de bâtiments en habitations, afin de couvrir notamment les locaux hôteliers ou garages, mais aussi les bâtiments agricoles désaffectés

→ Mieux encadrer le permis de construire à destinations multiples en bornant sa durée dans le temps et en permettant au maire d'exiger la mention de la première destination.

Loi n° 2025-640 du 15 juillet 2025 portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse

→ Création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse, sous statut de quasi-régie, pour permettre à la collectivité de Corse de conserver la gestion des équipements aéroportuaires et portuaires

Loi organique n° 2025-793 et loi n° 2025-797 du 11 août 2025 relative au Département-Région de Mayotte

→ Création du « Département-Région de Mayotte » : modernisation du fonctionnement institutionnel de la collectivité, révision du mode de scrutin

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2025

- Augmentation des dotations de la CNSA à destination des départements à hauteur de 200 millions d'euros, notamment pour le financement de l'APA et de la PCH
- Prorogation du fonds d'urgence pour les Ehpad pour un montant de 300 millions d'euros
- Lissage sur 4 ans, au lieu de 3, de la hausse des cotisations à la CNRACL
- Extension de l'expérimentation de la fusion des sections soins et dépendance des Ehpad à 23 départements

Loi n° 2025-580 du 27 juin 2025 visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation

- Information des conseils territoriaux de santé sur l'accroissement des capacités d'accueil de formation en 2e et 3e année du premier cycle et les moyens dégagés
- Faculté donnée aux conseils territoriaux de santé d'appeler l'université à mettre en œuvre des mesures visant à accroître ses capacités d'accueil si elles ne correspondent pas à leurs objectifs pluriannuels

Loi n° 2025-581 du 27 juin 2025 sur la profession d'infirmier

- Extension aux infirmiers en pratique avancée de la possibilité d'exercer en PMI, en santé scolaire, et dans le cadre des structures d'accueil du jeune enfant

Loi n° 2024-1028 du 15 novembre 2024 visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants

- Pérennisation des dérogations au droit du travail pour les prestations de relayage à domicile avec l'accord préalable du département ou de l'ARS pour la fourniture de la prestation
- Formation du personnel des crèches, des entres de loisir et des clubs sportifs à l'accueil et suivi des enfants et jeunes handicapés
- Prise en compte des mesures d'inclusion scolaire décidées par la MDPH pour la durée d'un cycle pédagogique
- Extension des missions de l'accueil du jeune enfant au repérage précoce des troubles du neuro-développement et au suivi de ces enfants

TRAVAUX DES COMMISSIONS



Santé et social

Inégalités territoriales d'accès aux soins : aux grands maux, les grands remèdes

Rapport d'information n° 137 (2024-2025) – 13 novembre 2025

de M. Bruno ROJOUAN au nom de la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Efficacité du contrôle des établissements d'accueil du jeune enfant et ses éventuelles défaillances

Rapport d'information n° 460 (2024-2025) – 19 mars 2025

de Mmes Laurence MULLER-BRONN, Émilienne POUMIROL et M. Olivier HENNO au nom de la Commission des affaires sociales

Cotisations des travailleurs frontaliers pour les prestations chômage

Résolution européenne n° 36 (2024-2025) – 17 janvier 2025

visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers

Environnement et agriculture

Mettre en œuvre les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols à droit constant : la quadrature du cercle ?

Rapport n° 19 (2024-2025) – 9 octobre 2024

de MM. Guislain CAMBIER et Jean-Baptiste BLANC, président et rapporteurs du groupe de suivi des dispositions législatives et réglementaires relatives à la stratégie de réduction de l'artificialisation des sols, au nom de la Commission des affaires économiques, de la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des finances

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux

Rapport n° 372 (2024-2025) – 19 février 2025

de M. Jean-Marc BOYER et Mme Amel GACQUERRE au nom de la Commission des affaires économiques

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois

Rapport n° 591 (2024-2025) – 7 mai 2025

de M. Bernard PILLEFER au nom de la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage

Rapport n° 367 (2024-2025) – 19 février 2025

de Mme Jocelyne ANTOINE au nom de la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

La loi AGEC cinq ans après : redonner confiance en l'économie circulaire

Rapport d'information n° 786 (2024-2025) – 25 juin 2025

de Mme Marta de CIDRAC et M. Jacques FERNIQUE au nom de la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Proposition de loi n° 226 visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations

Rapport n° 361 (2024-2025) – 6 mars 2025

de M. Pascal MARTIN au nom de la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Une filière qui sort du bois. La compétitivité de la filière bois française

Rapport d'information n° 847 (2024-2025) – 9 juillet 2025

de Mme Anne-Catherine LOISIER et M. Serge MÉRILLOU au nom de la Commission des affaires économiques

Pêche et petits cétacés : bâtir un avenir commun dans le golfe de Gascogne

Rapport d'information n° 525 (2024-2025) – 9 avril 2025

de MM. Alain CADEC, Yves BLEUNVEN et Philippe GROSVLET au nom de la Commission des affaires économiques

Circulation des véhicules routiers en Europe – « méga-camions »

Résolution européenne n° 79 (2024-2025) – 17 mars 2025

sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96/53/CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international - COM(2023) 445 final

Avenir de la politique agricole commune

Résolution européenne n° 38 (2024-2025) – 21 janvier 2025

sur l'avenir de la politique agricole commune

Politique commune de la pêche

Avis politique de la commission des affaires européennes

relatif à la consultation publique lancée par la Commission européenne, intitulée « Politique commune de la pêche – évaluation »

Sécurité et défense

Pour rendre l'armée plus attractive : retenir, attirer, réunir

Rapport d'information n° 49 (2024-2025) – 17 octobre 2024

de Mmes Vivette LOPEZ et Marie-Arlette CARLOTTI

Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire

Rapport d'information n° 615 (2024-2025) – 14 mai 2025

de M. Dominique de LEGGE

Finances, économie, emploi et numérique

Territoires d'industrie

Rapport d'information n° 217 (2024-2025) – 18 décembre 2024

de Mme Martine BERTHET, M. Rémi CARDON et Mme Anne-Catherine LOISIER au nom de la Commission des affaires économiques

Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement

Rapport d'information n° 693 (2024-2025) – 4 juin 2025

de Mme Sylviane NOËL et M. Guislain CAMBIER au nom de la Commission des affaires économiques

Évolution du financement de la lutte contre les violences faites aux femmes

Rapport d'information n° 814 (2024-2025) – 2 juillet 2025

de MM. Arnaud BAZIN et Pierre BARROS

Mettre en œuvre les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols à droit constant : la quadrature du cercle ?

En commun avec la commission des affaires économiques et la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Rapport d'information n° 19 (2024-2025) – 9 octobre 2024

de M. Guislain Cambier, président, et M. Jean-Baptiste BLANC, rapporteur

Déploiement de la fibre optique : une ambition à renouveler pour relancer un projet qui s'essouffle

Rapport d'information n° 510 (2024-2025) – 2 avril 2025

de M. Thierry COZIC et Mme Frédérique ESPAGNAC

Des contrôles de légalité et budgétaire annoncés prioritaires : comment passer de la parole aux actes

Rapport d'information n° 843 (2024-2025) – 9 juillet 2025

de Mme Florence BLATRIX CONTAT

Sauver le FNADT : l'aménagement du territoire à la croisée des chemins

Rapport d'information n° 803 (2024-2025) – 1er juillet 2025

de M. Bernard DELCROS

Pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58 2° de la LOLF, sur la gestion de l'eau potable et de l'assainissement en outre-mer

Rapport d'information n° 440 (2024-2025) – 12 mars 2025

de MM. Georges PATIENT et Stéphane FOUASSIN

Quel bilan pour le Fonds national des aides à la pierre (FNAP) ?

Rapport d'information n° 804 (2024-2025) – 1er juillet 2025

de M. Jean-Baptiste BLANC

Transformation du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Céréma), un modèle de mutualisation en devenir ?

Rapport d'information n° 835 (2024-2025) – 8 juillet 2025

de M. Vincent CAPO-CANELLAS

Échéance des concessions d'autoroutes : tenir compte des erreurs du passé pour préparer l'avenir

Rapport d'information n° 65 (2024-2025) – 23 octobre 2024

de M. Hervé MAUREY

Soutien de l'État à l'investissement des collectivités ultramarines

Rapport d'information n° 5 (2025-2026) – 1er octobre 2025

de MM. Stéphane FOUASSIN et Georges PATIENT

Cadre financier pluriannuel

Avis politique de la commission des affaires européennes – 12 juin 2025

relatif à la préparation du cadre financier pluriannuel (CFP) post-2027

Entreprises de taille intermédiaire

Résolution européenne n° 69 (2024-2025) – 10 mars 2025

sur la reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire

Démocratie locale : décentralisation et déconcentration

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales

Proposition de loi de Jean-François Husson, issue des travaux de la commission des finances sur le sujet

Rapport n° 695 (2024-2025) du 4 juin 2025 de Mme Marie-Carole CIUNTU

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI)

Avis n° 659 (2024-2025) du 27 mai 2025 - par M. Laurent SOMON

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires

Rapport n° 665 (2024-2025) de Mme Nadine BELLUROT, déposé le 28 mai 2025

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance

Rapport n° 682 (2024-2025) de M. Louis VOGEL, déposé le 4 juin 2025

Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement

Rapport n° 693 (2024-2025) de Mme Sylviane NOËL et M. Guislain CAMBIER, déposé le 4 juin 2025

Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes

Rapport n° 663 (2023-2024) de Mme Nadine BELLUROT, déposé le 5 juin 2024

Polices municipales

Rapport d'information n° 671 (2024-2025) – 28 mai 2025

de Jacqueline Eustache-Brinio

Dérive normative de l'Union européenne

Rapport d'information n° 190 (2024-2025) – 4 décembre 2024

de MM. Jean-François Rapin, Didier Marie et Mme Catherine Morin-Desailly au nom de la commission des affaires européennes

Outre-mer

Statut d'autonomie de la Polynésie française

Proposition de loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004

Conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte

Loi n° 2025-412 – 12 mai 2025 visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte

Renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie

Loi organique n° 2024-1026 – 15 novembre 2024 visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie

Situation institutionnelle et administrative et la justice en Polynésie française

Rapport d'information n° 17 (2024-2025) – 9 octobre 2024
de Nadine Bellurot, Jérôme Durain et Guy Benarroche

Régions ultrapériphériques de l'Union européenne

Résolution européenne n° 90 (2024-2025) – 24 mars 2025
sur l'intégration régionale des régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne

Éducation et patrimoine

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent

Rapport n° 365 (2024-2025) – 19 février 2025
de Mme Annick BILLON au nom de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport

Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers

Rapport n° 725 (2024-2025) – 11 juin 2025
de Mme Catherine BELRHITI au nom de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport

Des enseignants de plus en plus irremplaçables : une politique à revoir

Rapport d'information n° 730 (2024-2025) – 11 juin 2025
de M. Olivier PACCAUD

Baisse démographique, réussite des élèves : quel maillage scolaire pour la France de demain ?

Rapport d'information n° 749 (2024-2025) – 18 juin 2025

de M Jacques GROSPERRIN, Mme Annick BILLON et Colombe BROSSEL au nom de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport

Pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58 2° de la LOLF, sur l'éducation prioritaire, une politique publique à repenser

Rapport d'information n° 575 (2024-2025) – 6 mai 2025

de M. Olivier PACCAUD

Contractualisation à la performance dans l'enseignement supérieur

Rapport d'information n° 723 (2024-2025) – 11 juin 2025

de Mme Vanina PAOLI-GAGIN

Universités européennes : vers un acte II

Rapport d'information n° 52 (2024-2025) – 17 octobre 2024

de Mme Karine Daniel et M. Ronan Le Gleut au nom de la commission des affaires européennes

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France

Rapport n° 438 (2024-2025) – 12 mars 2025

de M. Pierre-Jean VERZELEN au nom de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport



TRAVAUX DES DÉLÉGATIONS



Santé et social

Étude d'options : une démarche novatrice, des pistes pour réformer la santé scolaire

Rapport d'information n° 225 (2024-2025) – 20 décembre 2024

de M. Hervé REYNAUD au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Femmes sans abri : la face cachée de la rue

Rapport d'information n° 15 (2024-2025) – 8 octobre 2024

de Mmes Agnès EVREN, Marie-Laure PHINERA-HORTH, Olivia RICHARD et Laurence ROSSIGNOL au nom de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes

Bien vieillir dans nos communes

Rapport d'information n° 13 (2024-2025) – 8 octobre 2024

de M. Laurent BURGOA et Mme Corinne FÉRET au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Environnement

Agences de l'eau : quel accompagnement des collectivités territoriales et notamment des communes ?

Rapport d'information à paraître en novembre 2025

de MM. Bernard DELCROS, Cédric VIAL, et Gérard LAHELLEC au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Pour l'efficacité de la GEMAPI : des territoires solidaires

Rapport d'information n° 793 (2024-2025) – 26 juin 2025

de MM. Rémy POINTEREAU, Hervé GILLÉ et Jean-Yves ROUX au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la science

Rapport d'information n° 516 (2024-2025) – 3 avril 2025

de M. Pierre HENRIET, député, et M. Daniel SALMON, sénateur au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Finances, économie, emploi et numérique

Les surcoûts de construction et d'aménagement liés aux normes et aux règles de la commande publique

Rapport d'information à paraître en novembre 2025

de M. Fabien GENET, de Mme Anne-Catherine LOISIER, M. Cédric CHEVALIER et Mme Patricia SCHILLINGER, au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Fabriqué en France : la compétitivité patriotique

Rapport d'information n° 754 (2023-2024) – 18 juin 2025

de Mme Anne-Marie NÉDÉLEC et M. Franck MENONVILLE au nom de la Délégation aux entreprises

L'intelligence artificielle va-t-elle révolutionner l'univers des collectivités territoriales ?

Rapport d'information n° 447 (2024-2025) – 13 mars 2025

de Mmes Pascale GRUNY et Ghislaine SENÉE au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

IA et environnement

Rapport d'information n° 379 (2024-2025) – 20 février 2025

de M. Jean-Baptiste BLANC, Mmes Nadège HAVET et Christine LAVARDE au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective

IA, territoires et proximité

Rapport d'information n° 342 (2024-2025) – 13 février 2025

de Mme Amel GACQUERRE et M. Jean-Jacques MICHAU au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective

IA et éducation

Rapport d'information n° 101 (2024-2025) – 30 octobre 2024

de MM. Christian BRUYEN et Bernard FIALAIRE, au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective

Démocratie locale : décentralisation et déconcentration

La nouvelle donne de l'ingénierie des collectivités territoriales en matière de développement économique : quels outils ? Quelles pratiques ?

Rapport d'information n° 660 (2024-2025) – 27 mai 2025

de M. Daniel GUERET, Mme Sonia de LA PROVÔTÉ, M. Jean-Jacques LOZACH et Mme Céline BRULIN au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Le pouvoir préfectoral de dérogation : des solutions concrètes pour adapter les normes aux territoires

Rapport d'information n° 346 (2024-2025) – 13 février 2025

de M. Rémy POINTEREAU et Mme Guylène PANTEL au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

18 mois après le rapport du Sénat : poursuite d'un dialogue exigeant avec l'ANCT

Rapport d'information n° 126 (2024-2025) – 7 novembre 2024

de Mmes Sonia de LA PROVÔTÉ et Céline BRULIN au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

L'efficacité du fonctionnement des conseils municipaux

Rapport d'information n°9 (2024-2025) – 3 octobre 2024

de Mmes Françoise GATEL et Nadine BELLUROT, et MM. Éric KERROUCHE et Didier RAMBAUD au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Outre-Mer

Politique du handicap outre-mer : faux départ et course de fond

Rapport d'information n° 821 (2024-2025) – 3 juillet 2025

de Mme Audrey BÉLIM, M. Akli MELLOULI et Mme Annick PETRUS au nom de la Délégation sénatoriale aux outre mer

Codification(s) et droit(s) des outre-mer

Rapport d'information n° 759 (2024-2025) – 19 juin 2025

de Mme Micheline JACQUES au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer

La lutte contre la vie chère outre-mer : pansements ou vrais remèdes ?

Rapport d'information n° 514 (2024-2025) – 3 avril 2025

de Mmes Viviane ARTIGALAS, Jocelyne GUIDEZ, Micheline JACQUES, Évelyne PERROT, MM. Teva ROHFRIJSCH et Dominique THÉOPHILE au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer

L'action de l'État outre-mer : pour un choc régalien

Rapport d'information n° 264 (2024-2025) – 23 janvier 2025

de MM. Philippe BAS et Victorin LUREL au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer

Foncier outre-mer : relever ensemble les défis

Rapport d'information n° 206 (2024-2025) – 16 décembre 2024

de Mme Micheline JACQUES au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer

Éducation

La compétence scolaire des collectivités territoriales face aux évolutions démographiques et aux défis d'aménagement du territoire

Rapport d'information à paraître en novembre 2025

de M. Bernard DELCROS, Mme Corinne FÉRET, MM. Bernard BUIS et Laurent SOMON, au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

XX=XY, féminiser les sciences, dynamiser la société

Rapport d'information n°9 (2025-2026) - 7 octobre 2025

de Mmes Marie-Do AESCHLIMANN, Jocelyne ANTOINE, Laure DARCOS et Marie-Pierre MONIER au nom de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes



Le Sénat

15, rue de Vaugirard
75 291 Paris Cedex 06
+33 (0)1 42 34 20 00
senat.fr



NOVEMBRE 2025